



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

**Unité Départementale
Meurthe-et-Moselle / Meuse**
Division de Nancy

Nancy, le 7 mars 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/02/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ENVIE 2E LORRAINE

Pôle industriel Toul Europe
2 rue Guy Pernin
54200 Toul

Référence : AN/NW/338_2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2022 dans l'établissement ENVIE 2E LORRAINE implanté Pôle industriel Toul Europe 2 rue Guy Pernin 54200 Toul . L'inspection a été annoncée le 17/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENVIE 2E LORRAINE
- Pôle industriel Toul Europe 2 rue Guy Pernin 54200 Toul
- Code AIOT dans GUN : 0100001953
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso

La société Envie 2 Lorraine exploite à Toul une installation de collecte, regroupement et valorisation des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE) et une installation de collecte, regroupement et traitement de matelas.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Comportement au feu des bâtiments

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Comportement au feu des bâtiments	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I - point 2.3.1	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Contrôle périodique	Code de l'environnement du 29/11/2018, article Article R512-55	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à une non conformité relative au comportement au feu des bâtiments, relevée dans le cadre du contrôle périodique effectué par le bureau de contrôle Apave, la société Envie 2E Lorraine a fait évaluer la tenue au feu de la structure de charpente métallique. La tenue au feu de la structure de charpente considéré comme nulle par le bureau d'étude Ginger CEBTP, ne respecte pas la réglementation applicable.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/11/2018, article Article R512-55
Thème(s) : Situation administrative, contrôle périodique
Prescription contrôlée : Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 sont fixées à l'annexe de l'article R. 511-9.
Constats : Le contrôle périodique, au titre de la rubrique 2711, a été effectué le 7 avril 2022 par la société Apave qui a relevé notamment une non conformité majeure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Comportement au feu des bâtiments

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I - point 2.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : 2.3.1 Comportement au feu des bâtiments Les bâtiments où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : - l'ensemble de la structure est R15 ; - les matériaux sont de classe A2s1d0. Pour toutes les installations visées par le présent article, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : La société ENVIE a mandaté le bureau d'études Ginger CEBTP- agence de Nancy pour étudier le comportement au feu de la structure de la charpente de toiture du bâtiment dédié à l'activité D3E. La modélisation de la résistance au feu de la toiture montre que les durées de tenue au feu de la structure de charpente sont limitées du fait de la très faible massivité des éléments constitutifs du treillis : la tenue au feu de la structure de charpente non-protégé est considéré comme nulle en l'état.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription